

2. Le même règlement est modifié par l'insertion, après l'article 93, du suivant:

«**94.** Malgré l'article 11, l'installation de fosses septiques préfabriquées conformes aux normes NQ 3680-505, NQ 3680-510 et NQ 3680-901 est permise jusqu'au 31 décembre 2001. ».

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

35008

Gouvernement du Québec

Décret 1234-2000, 18 octobre 2000

Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001)

Signature de certains documents — Ministère de la Solidarité sociale — Modifications

CONCERNANT la signature de certains documents du ministère de la Solidarité sociale

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 52 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), aucun acte, document ou écrit n'engage le ministre, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, par un membre du personnel du ministère ou par un titulaire d'un emploi, mais dans le cas de ces deux derniers uniquement dans la mesure déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du troisième alinéa de l'article 52 de cette loi, un membre du personnel d'un organisme est, dans la mesure où il est affecté à l'administration d'un programme que le ministre a délégué par entente à cet organisme, assimilé à un membre du personnel du ministère aux fins du deuxième alinéa de cet article;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 985-2000 du 16 août 2000, le gouvernement a édicté les Modalités de signature de certains documents du Ministère de la Solidarité sociale;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ces modalités;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et

ministre responsable de l'Emploi et du ministre de la Solidarité sociale:

QUE soient édictées les Modalités modifiant les Modalités de signature de certains documents du ministère de la Solidarité sociale annexées au présent décret;

QUE le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

ANNEXE

MODALITÉS MODIFIANT LES MODALITÉS DE SIGNATURE DE CERTAINS DOCUMENTS DU MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE*

1. L'article 2 des Modalités de signature de certains documents du ministère de la Solidarité sociale est modifié par l'addition, après le paragraphe 4^o du premier alinéa, du suivant:

«5^o les ententes conclues en application du projet Solidarité jeunesse dont le cadre normatif a été approuvé par le gouvernement ou le Conseil du trésor. ».

2. L'article 3 de ces modalités est modifié par l'addition, après le paragraphe 4^o du premier alinéa, du suivant:

«5^o les ententes conclues en application du projet Solidarité jeunesse dont le cadre normatif a été approuvé par le gouvernement ou le Conseil du trésor. ».

3. L'article 6 de ces modalités est modifié par l'addition, après le quatrième alinéa, du suivant:

«Outre les pouvoirs mentionnés aux premier, deuxième et troisième alinéas, un directeur régional est autorisé à signer, pour les unités administratives relevant de sa juridiction, les ententes conclues en application du projet Solidarité jeunesse dont le cadre normatif a été approuvé par le gouvernement ou le Conseil du trésor, jusqu'à concurrence de 750 000 \$. ».

4. L'article 8 de ces modalités est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

* Les Modalités de signature de certains documents du ministère de la Solidarité sociale ont été édictées par le décret numéro 985-2000 du 16 août 2000 (2000, *G.O.* 2, p. 5672).

«Outre les pouvoirs mentionnés aux premier et deuxième alinéas, un directeur d'un centre local d'emploi est autorisé à signer, pour l'unité administrative relevant de sa juridiction, les ententes conclues en application du projet Solidarité jeunesse dont le cadre normatif a été approuvé par le gouvernement ou le Conseil du trésor, jusqu'à concurrence de 300 000 \$.».

5. L'article 18 de ces modalités est modifié par l'addition, après le paragraphe 8°, du suivant:

«9° les ententes conclues en application du projet Solidarité jeunesse dont le cadre normatif a été approuvé par le gouvernement ou le Conseil du trésor.».

35010

Gouvernement du Québec

Décret 1246-2000, 18 octobre 2000

Loi sur l'assurance-récolte
(L.R.Q., c. A-30)

Assurance-récolte — Système individuel

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 59 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., c. A-30), ci-après appelée la «loi», la Régie des assurances agricoles du Québec peut, par règlement approuvé par le gouvernement, offrir un programme d'assurance selon le système individuel pour les récoltes de cultures commerciales;

ATTENDU QUE la Régie a adopté le Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel, approuvé par le décret n° 1543-96 du 11 décembre 1996;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 24 de la loi, la Régie peut, par règlement, offrir une assurance qui indemnise contre un ou certains des risques prévus à ce même article et ajouter des risques qui ne sont pas imputables à l'intervention humaine;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *d* de l'article 74 de la loi, la Régie peut déterminer les cultures assurables;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *m* de l'article 74 de la loi, la Régie peut prescrire toute mesure qu'elle juge appropriée pour la mise à exécution de la loi;

ATTENDU QUE la Régie a adopté, lors de sa séance du 22 septembre 2000, le Règlement modifiant le Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel, annexé au présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Règlement modifiant le Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel¹

Loi sur l'assurance-récolte
(L.R.Q., c. A-30, a. 24, 48, 59, 60 et 74, par. *d* et *m*)

1. L'article 7 du Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du «GROUPE 6 «Pommes»» par le suivant:

«1° les pommiers de types nain et semi-nain sains ou les pommiers de type standard sains, tel que déterminé par la Régie;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1° de l'article 13 est remplacé par le suivant:

«1° Plan A: l'assurance protège contre la destruction partielle ou totale des pommiers causée par le gel hivernal, le verglas (pluie verglaçante) ou un risque incontrôlable visé à l'article 24 de la loi, à l'exception des animaux sauvages contre lesquels il existe un moyen adéquat de protection. À cette protection s'ajoute une option, pour les pommiers productifs de types nain et semi-nain détruits partiellement ou totalement, qui couvre 80 % du niveau de revenu net attendu tel qu'établi par la Régie, durant la période nécessaire au rétablissement de la production;».

¹ La dernière modification au Règlement sur l'assurance-récolte selon le système individuel approuvé par le décret n° 1543-96 du 11 décembre 1996 (1996, *G.O.* 2, 7343) a été apportée par le règlement approuvé par le décret n° 1422-99 du 15 décembre 1999 (1999, *G.O.* 2, 6813). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 2000, à jour le 1^{er} février 2000.